

Belgium-Liège: Breakdown and recovery services for motor vehicles

OJ S 144/2020 28/07/2020

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Département police administrative et sécurité publique

National registration number: 0207.343.933_531519

Postal address: Rue des Guillemins 26

Town: Liège

NUTS code: BE332 Arr. Liège

Postal code: 4000

Country: Belgium

E-mail: policeadmin.ag@liege.be

Telephone: +32 42218545

Internet address(es):Main address: <http://www.liege.be/fr>Address of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=377803>**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=377803>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://eten.publicprocurement.be/etendering/viewWorkspacesBasedOnExtUrl.do?wsName=PASP-01%2F2021-F02>**I.4. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Accord-cadre pour l'enlèvement et l'entreposage de véhicules sur le territoire et pour le compte de la ville de Liège. Marché d'une durée déterminée prenant cours au plus tôt le 1.1.2021 pour se terminer le 31.12.2024.

Reference number: PASP-01/2021-F02_0

II.1.2.

Main CPV code

50118400 Breakdown and recovery services for motor vehicles

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Marché de services structuré en deux lots relatifs:

- à l'enlèvement sur le territoire de la ville de Liège, de véhicules d'une masse maximale autorisée inférieure à 3,5 t et dispositifs accessoires tels que remorques, sur l'intervention des services de la police locale de Liège, et la mise en dépôt de ceux-ci dans un entrepôt dont dispose le prestataire de services,
- à l'enlèvement sur réquisition de la police locale de Liège, l'évacuation et la mise en dépôt pendant un délai légal de six mois des véhicules d'une masse maximale autorisée n'excédant pas 3,5 t et dispositifs accessoires tels que remorques pouvant être qualifiés d'épaves ou abandonnés sur la voie publique, sur le territoire de la ville de Liège, en ce compris, la dépollution, le démantèlement et la destruction des véhicules hors d'usage à l'expiration du délai de six mois.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 5 085 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for all lots

Maximum number of lots that may be awarded to one tenderer: 2
The contracting authority reserves the right to award contracts combining the following lots or groups of lots:
1 et 2.

II.2. Description**II.2.1. Title**

- Le lot no1 concerne le dépannage de véhicules qui ne sont pas qualifiés d'épaves ou ne peuvent pas être considérés comme abandonnés sur la voie publique
- Lot No: 1

II.2.2. Additional CPV code(s)

50118110 Vehicle towing-away services - MF03

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Ville de Liège.

II.2.4. Description of the procurement

Les services visés par le présent marché comportent:

- le dépannage sur le territoire de la ville de Liège et sur réquisition de la police locale, des véhicules d'une masse maximale autorisée n'excédant pas 3,5 t ainsi que des dispositifs accessoires tels que remorques,
 - l'évacuation et la mise en dépôt de ces véhicules pendant un délai légal de six mois, sur un terrain dont dispose l'adjudicataire.
- Le véhicule sera conduit dans l'entrepôt de l'adjudicataire par le chemin le plus court, sauf s'il y a récupération immédiate du véhicule par le conducteur.

La procédure suivante devra être respectée. Suite à une demande émanant de la police locale et qui sera transmise par simple appel téléphonique, l'adjudicataire devra évacuer le véhicule, dans un délai de trente minutes maximum à compter de la réception de cet appel téléphonique, et le conduira à l'entrepôt dans les délais les plus brefs et par le chemin le plus court. L'adjudicataire assurera l'enlèvement avec le plus grand soin et en veillant à n'occasionner aucun dégât au véhicule.

L'adjudicataire devra réaliser les prestations quelles que soient les difficultés rencontrées. Les véhicules dépannés resteront à la disposition de leur propriétaire, sauf instruction contraire de la police locale.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 4 800 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Start: 01/01/2021 End: 31/12/2024

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

II.2. Description

II.2.1. Title

L'enlèvement sur le territoire de la ville de Liège et sur réquisition de la police locale, des véhicules d'une masse maximale autorisée n'excédant pas 3,5 t ainsi que des dispositifs accessoires

Lot No: 2

II.2.2. Additional CPV code(s)

50118110 Vehicle towing-away services - MF03

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE33 Prov. Liège

Main site or place of performance: Ville de Liège.

II.2.4. Description of the procurement

Les services visés par le présent marché comportent:

— l'enlèvement sur le territoire de la ville de Liège et sur réquisition de la police locale, des véhicules d'une masse maximale autorisée n'excédant pas 3,5 t ainsi que des dispositifs

accessoires tels que remorques, pouvant être qualifiés d'épaves ou abandonnés sur la voie publique, étant convenu expressément que le déplacement du prestataire de services sans enlèvement de véhicule est considéré comme une charge inhérente au marché, et — l'évacuation ainsi que la mise en dépôt de ces véhicules pendant un délai légal de six mois, sur un terrain dont dispose l'adjudicataire.

L'adjudicataire devra évacuer le véhicule dans les 48 heures de la demande d'intervention émanant de la police locale de Liège et qui sera transmise par téléphone ou tout autre moyen de communication. L'adjudicataire assurera l'enlèvement dans les règles de l'art et en veillant à n'occasionner aucun dégât au véhicule.

Tout véhicule doit, sauf instructions contraires de la police locale, être transporté dans les installations de l'adjudicataire, où il reste à la disposition du propriétaire éventuel pendant le délai légal de six mois.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 285 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Start: 01/01/2021 End: 31/12/2024

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Voir cahier spécial des charges 1/2021.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Pour chacun des deux lots, la capacité financière et économique du soumissionnaire sera appréciée par l'examen des pièces suivantes, lesquelles seront obligatoirement jointes à l'offre:

— une déclaration bancaire appropriée établie conformément à l'annexe 11 de l'AR du

18.4.2017, annexée au présent cahier spécial des charges,

— la preuve de la conclusion d'une assurance couvrant les risques professionnels d'un montant minimal égal à 1 500 000, 00 EUR.

Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours d'un des trois derniers exercices un chiffre d'affaires relatif aux activités directement liées aux services décrits dans le présent cahier spécial des charges, égal à 400 000, 00 EUR. Il joindra à son offre une déclaration relative à ce chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices.

Les soumissionnaires qui n'ont pas déposé les comptes annuels approuvés des trois dernières années comptables auprès de la Banque nationale de Belgique, sont tenus de les joindre à leur offre. Cette obligation vaut également pour les comptes annuels approuvés récemment et qui n'ont pas encore été déposés auprès de la Banque nationale de Belgique, parce que le délai légal accordé pour le dépôt de ceux-ci n'est pas encore échu. Pour les entreprises individuelles, il convient de faire rédiger un document reprenant tous les actifs et tous les passifs par un comptable IEC ou un réviseur d'entreprise. Ce document doit être certifié conforme par un comptable IEC agréé ou par le réviseur d'entreprise, selon le cas. Le document doit refléter une situation financière récente (datant de six mois au maximum, à compter de la date d'ouverture des offres). Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable IEC ou par le réviseur d'entreprise suffit.

Les entreprises étrangères doivent joindre également à leur offre les comptes annuels approuvés des trois dernières années ou un document reprenant tous les actifs et tous les passifs de l'entreprise. Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable ou par le réviseur d'entreprise ou par la personne ou l'organisme qui exerce ce type de fonction dans le pays concerné suffit.

Si, pour une raison justifiée, le prestataire de services n'est pas en mesure de fournir les références demandées, il est admis à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

En ce qui concerne le lot no1, la capacité technique des soumissionnaires sera appréciée sur la base des références suivantes:

- une liste, que le soumissionnaire joint à son offre, reprenant les principaux services auxquels se réfère le marché, exécutés au cours des trois dernières années, et indiquant le montant minimal de 50 000,00 EUR par année, la date et leurs destinataires publics ou privés:
 - a) s'il s'agit de services à des autorités publiques, la justification est fournie par des certificats émis ou contresignés par l'autorité compétente;
 - b) s'il s'agit de services à des personnes privées, les prestations sont certifiées par celles-ci ou, à défaut, elles sont déclarées avoir été effectuées par le prestataire de services;
- une description, que le soumissionnaire joint à son offre, de l'équipement technique dont il dispose pour pouvoir réaliser convenablement le marché, et à tout le moins qu'il dispose de quatre véhicules adaptés à la réalisation du marché et équipés d'un système de radiocommunication émetteur et récepteur (voir 3.1.2 de la partie B intitulée « prescriptions techniques » du présent cahier des charges),
- un relevé, que le soumissionnaire joint à son offre, reprenant le personnel qu'il mettra en œuvre pour réaliser convenablement le marché et assumer à tout le moins les fonctions suivantes:
 - a) accueillir le public et répondre aux appels téléphoniques, en assurant une permanence administrative continue dans l'entrepôt de 6 h à minuit, tous les jours de l'année;
 - b) satisfaire aux demandes de la police locale, 24 heures sur 24, tous les jours de l'année;
- l'indication, par le soumissionnaire dans son offre, de la part de marché qu'il a éventuellement l'intention de sous-traiter et, le cas échéant, le ou les sous-traitants proposés.

En ce qui concerne le lot no2, la capacité technique des soumissionnaires sera appréciée sur la base des références suivantes:

— une liste, que le soumissionnaire joint à son offre, reprenant les principaux services auxquels se réfère le marché, exécutés au cours des trois dernières années, et indiquant le montant minimal de 10 000,00 EUR par année, la date et leurs destinataires publics ou privés:

a) s'il s'agit de services à des autorités publiques, la justification est fournie par des certificats émis ou contresignés par l'autorité compétente;

b) s'il s'agit de services à des personnes privées, les prestations sont certifiées par celles-ci ou, à défaut, elles sont déclarées avoir été effectuées par le prestataire de services;

— une description, que le soumissionnaire joint à son offre, de l'équipement technique dont il dispose pour pouvoir réaliser convenablement le marché, et à tout le moins qu'il dispose d'un nombre suffisant de véhicules adaptés à la réalisation du marché et équipés d'un système de radiocommunication émetteur et récepteur (voir 3.2.2 de la partie B, intitulée « prescriptions techniques » du présent cahier des charges),

— un relevé, que le soumissionnaire joint à son offre, reprenant le personnel qu'il mettra en œuvre pour réaliser convenablement le marché et assumer à tout le moins les fonctions suivantes:

a) accueillir le public et répondre aux appels téléphoniques, en assurant une permanence administrative continue dans l'entrepôt de 6 h à minuit, tous les jours de l'année;

b) satisfaire aux demandes de la police locale, 24 heures sur 24, tous les jours de l'année;

— l'indication par le soumissionnaire dans son offre de la part de marché qu'il a éventuellement l'intention de sous-traiter et, le cas échéant, le ou les sous-traitants proposés.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Voir cahiers spécial des charges 1/2021.

III.2.3. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 01/09/2020 Local time: 10:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4.

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted
French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender
Duration in months: 6 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders
Date: 01/09/2020 Local time: 10:00

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence
This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body
Official name: Conseil d'État
Postal address: Rue de la Science 33
Town: Bruxelles
Postal code: 1040
Country: Belgium

VI.5. Date of dispatch of this notice
23/07/2020